

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DREALPACA-25-019)

Pouvoir adjudicateur

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Provence Alpes Côte d'Azur

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement PACA, ou son représentant, désigné par l'arrêté du 1^{er} décembre 2025.-

Objet du marché

Levés post-inondation : recueil des laisses de crues et cartographie des zones
inondées

Remise des offres

Date limite de réception : 10/02/2026 (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

1 ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>3</u>
1.1 Objet du marché.....	<u>3</u>
1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur.....	<u>3</u>
1.3 Représentation du prestataire.....	<u>4</u>
1.4 Forme des notifications.....	<u>4</u>
1.5 Dispositions générales.....	<u>4</u>
2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	<u>6</u>
3 ARTICLE 3. PRIX.....	<u>6</u>
3-1. Contenu des prix.....	<u>6</u>
3-2. Modalités de règlement des comptes.....	<u>7</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>8</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>8</u>
4 ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ.....	<u>9</u>
.....	<u>9</u>
5 ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	<u>9</u>
5.1 Déclenchement de la prestation – caractère d'urgence.....	<u>9</u>
5.2 Passation de la commande.....	<u>10</u>
5.3 Vérifications.....	<u>10</u>
6 ARTICLE 6. PENALITES.....	<u>10</u>
6-1. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>10</u>
6-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>11</u>
7 ARTICLE 7. RESILIATION.....	<u>11</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

1 ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet du marché

L'objet du marché porte sur **(1) la réalisation, après une inondation significative selon la définition de l'article I.2 du CCTP, d'une campagne de levés de terrain, (2) de la production d'un rapport, des fiches laisses de crues et d'une cartographie détaillée et enfin (3) de la capitalisation de la prestation par le versement des données sur une plateforme nationale.**

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les six départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse.

Les prestations font l'objet d'un **accord-cadre à bons de commande** conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services. Le marché est **multi-attributaires** et déclenché selon la **méthode dite « en cascade »**, définie dans le présent CCAP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). **Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.**

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes. La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

1.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées par l'arrêté du 6 octobre 2025, portant subdélégation de signature en matière de marchés publics aux agents de la DREAL PACA, et des éventuelles mises à jour, sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire.

Dès la notification du marché, la DREAL désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

1.3 Représentation du prestataire

Dès la notification du marché, le prestataire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la DREAL, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le prestataire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

1.4 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commencent à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier doit adresser un courriel valant accusé réception dans un délai inférieur à 24 heures.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commencent à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier doit adresser un courriel valant accusé réception dans un délai inférieur à 1 heure.

c) **Préférentiellement, en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur** permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commencent dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, est faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1.5 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir au RPA, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire doit joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

1-5.1. Clauses sociales et environnementales

Les critères d'attributions et les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental et social qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Ces conditions sont les suivantes :

1-5.1.1. Clauses sociales

Conformément à l'article 6 du CCAG qui prévoit que « Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, réglementations et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. » et aux articles L. 3221-1 et suivants du Code du travail qui détaillent les obligations de l'employeur en matière d'égalité professionnelle.

Au titre de la candidature, les candidats au marché devront produire une note indiquant :

- Les actions qu'ils prévoient de déployer dans le cadre de l'exécution du marché, en faveur :
 - de la lutte contre les discriminations
 - de la promotion de l'égalité femmes-hommes
 - et de la non-discrimination liée aux origines

Au titre de l'exécution du marché, ces mesures feront l'objet d'un suivi annuel via la transmission d'un rapport d'au moins deux pages, rédigé par le titulaire du marché au cours de l'exécution du marché. Ce rapport devra préciser :

- les mesures concrètement mises en œuvre
- leurs dates de réalisation
- les personnes et postes concernés

Le titulaire y exposera également les actions futures qu'il envisage dans la continuité de son engagement. Ces éléments serviront de base pour évaluer la reconduction éventuelle du marché.

Références méthodologiques et thématiques à titre indicatif :

- Pour la forme, les candidats peuvent s'appuyer sur la méthodologie du [Plan de progrès](#).
- Pour le fond, ils peuvent consulter :
 - le plan d'action interministériel « Toutes et tous égaux »
 - ou les ressources du réseau « Les Entreprises s'engagent »

Le titulaire devra maintenir un engagement constant, conforme à ses déclarations lors de la phase de candidature, tout au long de l'exécution du marché.

1-5.1.2. Clauses environnementales

Au titre de la candidature, les candidats au marché devront produire une note indiquant les mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre de la prestation.

Au titre de l'exécution du marché, ces mesures feront l'objet d'un **suivi annuel** via la transmission d'un **rapport d'au moins deux pages**, rédigé par le titulaire du marché au cours de l'exécution du marché.

2 ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Selon l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le Bordereau des prix unitaire et forfaitaires ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 ARTICLE 3. PRIX

3-1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Le prix proposé par le titulaire dans son offre financière est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

3-2. Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement de la prestation sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-FCS. La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché (article 5).

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans le respect du délai global de paiement de 30 jours. Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (R.2192-35 du CCP).

Le mode de règlement est le virement administratif.

Modalités de transmission et de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées comportent les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : DREALPACA-25-019 ;
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200013 ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché .

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Actualisation des prix

Les prix sont actualisables, conformément aux articles R.2112-9 à 12 du CCP, par application de la formule représentative suivante de l'évolution du coût des prestations :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

Avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché moins 3 mois.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4 ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification. L'accord-cadre peut être reconduit trois fois pour une période d'un an. Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, n'excédera pas quatre ans. Avant la reconduction, le marché peut être dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier avec accusé de réception au plus tard deux mois avant la fin de la période initiale.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à l'expiration de cette durée majorée d'une durée de 6 mois.

Conformément au dernier alinéa de l'article R. 2112-4 du même code, la reconduction est tacite et le titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

5 ARTICLE 5. DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution de la prestation n'excèdent pas 4 mois suite à la réception du bon de commande par le prestataire. La définition précise de la prestation est indiquée dans le CCTP.

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles de l'article 14 du CCAG-FCS.

5.1 Déclenchement de la prestation – caractère d'urgence

L'étendue des secteurs à étudier est variable et la durée de vie des laisses de crue est courte. Pour ces raisons les interventions sont systématiquement qualifiées d'urgentes.

Les interventions sont déclenchées par messagerie électronique, avec accusé de réception : la demande d'intervention écrite et clairement formulée est transmise aux titulaires de l'accord-cadre selon la méthode dite « en cascade » :

- Le titulaire dont l'offre a été classée première dispose d'un **délai de quatre heures à compter de la demande d'intervention, pour accepter ou refuser la prestation.**
- Passé ce délai, la DREAL s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée en 2ème position. Le titulaire n°2 dispose à son tour d'un délai maximum de quatre heures à compter de la demande d'intervention écrite et clairement formulée par l'administration, pour accepter ou refuser la prestation.
- Passé ce délai, la DREAL s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée en 3ème position.

Les demandes d'intervention sont adressées pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 17 h, par voie électronique. Le titulaire doit accuser réception de la demande, selon les conditions de l'article 3 du CCAG-FCS.

5.2 Passation de la commande

Suite au déclenchement de la prestation, la DREAL procède à la définition précise du périmètre géographique d'intervention, dans un délai inférieur à 48h. La commande est formalisée dans ce délai pré-cité, avec un bon de commande émis sans négociation ni remise en concurrence des titulaires et qui précise :

- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La zone géographique concernée par référence à l'annexe 1 du CCTP ;
- La date de fin du délai d'exécution ;
- La référence du marché.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire l'exécution de la totalité des prestations telles que décrites dans le CCTP, suivant les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire doit accuser réception du bon de commande, selon les conditions de l'article 3 du CCAG-FCS.

5.3 Vérifications

Les livrables dans leur version définitive, tels que précisés à l'article II.7 du CCTP, sont réceptionnés par la DREAL dans un délai de 4 mois suivant la réception du bon de commande par le titulaire.

Conformément aux articles 28 à 30 du CCAG-FCS, la DREAL dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification quantitative et qualitative des livrables selon les attendus du CCTP :

- A l'issue des opérations de vérification quantitative, la DREAL peut mettre en demeure le titulaire d'achever la prestation dans un délai de 15 jours ;
- A l'issue des opérations de vérification qualitative, la DREAL prend une décision d'admission ou de rejet, selon les conditions précisées à l'article 30 du CCAG-FCS.

6 ARTICLE 6. PENALITES

6-1. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement de la prestation globale, objet de la commande, au regard du délai global d'exécution fixé dans le bon de commande, une pénalité forfaitaire de 100 € complétée par une pénalité journalière de 500 €.

6-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

6-2-1. Pénalité pour retard d'intervention

En cas de retard de non réponse au bon de commande sous un délai de 24h et/ou de non tenue de la réunion préparatoire sous un délai de 72h (pour une raison imputable au titulaire), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €..

6-2-2. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mentionné à l'article 1-7, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la personne morale de droit public pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500€ HT, dans les limites suivantes :

- le montant total des pénalités de retard est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des *articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail*.

6-2-3. Pénalités en cas de non-respect des obligations environnementales et sociales

En cas de non-respect des obligations environnementales et sociales exigées à l'article 1-8.6, une pénalité égale à 150 € HT sera appliquée sans mise en demeure préalable.

7 ARTICLE 7. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG-FCS.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG-FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 du même Code, sur le travail dissimulé.